

12 JANUARY 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE AU MALI, À PARIS LE 12 JANVIER 2013.

[Télécharger le .pdf](#)

La France, à la demande du Président du Mali et dans le respect de la Charte des Nations unies, s'est engagée pour appuyer l'armée malienne face à l'agression terroriste qui menace toute l'Afrique de l'Ouest. Dès et déjà, grâce au courage de nos soldats, un coup d'arrêt a été porté et de lourdes pertes ont été infligées à nos adversaires.

Mais notre mission n'est pas achevée.

Je rappelle quelle consiste à préparer le déploiement d'une force d'intervention africaine pour permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

J'ai donné encore aujourd'hui toutes les instructions pour que les moyens utilisés par la France soient strictement limités par rapport à cet objectif.

Par ailleurs, j'ai veillé à renforcer le dispositif militaire français à Bamako pour protéger nos ressortissants.

Je tiens à rendre hommage à nos armées. L'un de nos pilotes est mort dès les premières heures de l'affrontement. Je salue sa mémoire.

Je rappelle que la France dans cette opération ne poursuit aucun intérêt particulier autre que la sauvegarde d'un pays ami et n'a pas d'autre but que la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi son action est soutenue par l'ensemble de la Communauté internationale et saluée par tous les pays africains.

Sur un autre front, la Somalie, j'ai pris la décision, depuis déjà plusieurs jours, de mener une action destinée à faire libérer l'un de nos agents détenu depuis plus de trois ans et demi dans des conditions éprouvantes.

Cette opération n'a pu aboutir malgré le sacrifice de deux de nos soldats et sans doute l'assassinat de notre otage.

Je m'associe à la douleur des familles et je leur présente les condoléances de la Nation.

Mais cette opération confirme la détermination de la France à ne pas céder au chantage des terroristes.

Dans les jours qui viennent, notre pays poursuivra son intervention au Mali. J'ai dit quelle durera le temps nécessaire mais j'ai toute confiance dans l'efficacité de nos forces et dans la réussite de la mission que nous accomplissons au nom de la Communauté internationale.

La lutte contre le terrorisme exige aussi de prendre toutes les précautions nécessaires ici en France.

J'ai donc demandé au Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, de renforcer le plan Vigipirate pour procéder à la surveillance de nos bâtiments publics et de nos infrastructures de transports. Il fera en sorte que ces instructions puissent être exécutées dans les meilleurs délais.

Enfin, je tiens à saluer le consensus politique qui s'est constitué autour de l'engagement de la France dont le Parlement sera saisi dès la semaine prochaine. Dans ces circonstances, le rassemblement des Français est une force supplémentaire pour la réussite de notre action. Merci.